

* Programme européen de mobilité



SOMMAIRE

Interview avant le départ	2
Interview retour	3
La participation, un regard critique ?	4
Restructuration et participation à Jnane Aztout	5
Un grand théâtre !	7
Rencontre avec l'opérateur technique du projet.....	8
Notes du panel sur l'action sociale.....	10

CARNET DE ROUTE

La lutte contre l'exclusion urbaine

Ophélie Ratti,

Promotion 5
Septembre-Mars 2006

Interview avant le départ

13 septembre 2006 par Bori

Ophélie RATTI, 23 ans, part au Maroc, à la ville de Larache.

Qu'est-ce que tu as fait comme études ?

Je suis en train de finir ma formation d'ingénieur en assistance à la maîtrise d'ouvrage dans l'urbain, spécialité culturelle. J'ai choisi cette formation parce que l'enseignement est ouvert sur plusieurs domaines – architecture, culture, histoire, sociologie, mécanique des matériaux, etc. Apprendre à considérer et à comprendre cette diversité qui va avec un projet urbain, je trouve ça passionnant.

Comment ce séjour-là il s'intègre dans tes études ?

Ce séjour sera mon stage de fin d'études.

Comment as-tu connu Echanges et Partenariats (E&P) ?

Au début par Internet. Puis, en faisant un travail de recherches pour un projet universitaire et en cherchant un stage de fin d'études, plusieurs associations m'ont dirigées vers l'association Architecture et Développement. Et pour y faire mon stage, A&D m'a mis en contact avec E&P.

Et quelle est ton association d'accueil ?

L'asso s'appelle Arquitectura y Compromiso Social (Architecture et Engagement Social), c'est une association d'étudiants en Architecture à Séville. Je vais intervenir dans le projet qu'ils mènent pour la restructuration d'un bidonville au

centre de la ville de Larache, au Maroc. ACS y travaille énormément avec les habitants. La participation de la population c'est le principe de base du projet.

Comment vas-tu communiquer avec les habitants ?

C'est un problème que je vais vite avoir. Je vais essayer d'apprendre l'arabe local. Et quelques habitants parlent espagnol que je parle aussi. Je l'ai appris l'année dernière, à Caracas au Venezuela. J'ai étudié six mois à l'Université là-bas. Ce séjour était par ailleurs l'expérience qui m'a sensibilisée à la problématique des bidonvilles.

Qu'est-ce que tu espères de ton stage ?

J'espère que cette expérience va m'ouvrir des portes au niveau professionnel. Elle va me donner une connaissance pratique du terrain. J'espère que cela me permettra après de travailler sur le développement dans un centre de recherches ou d'études.

Interview retour

Le 1^{er} mars 2007 par Gildas

Je suis de retour du Maroc (Larache) où j'ai travaillé pour ACS (Arquitectura y Compromiso Social) une association de Séville qui travaille sur l'habitat social avec la participation des habitants. Leur projet à Larache était l'amélioration des conditions de vie de la population d'un bidonville.

Quels étaient les objectifs de ta mission ?

J'ai dû les trouver moi-même ! Avant mon arrivée et celle de Jérôme (mon collègue d'E&P), l'association espagnole achevait la phase de diagnostic. Elle préconisait la création d'un bureau au sein même du bidonville. Quel bureau ? Pourquoi faire ? Avec quels professionnels ? Voilà, j'avais trouvé ma mission. Concrétiser TOUT ça !

Avant mon retour en France, l'équipe du bureau (2 architectes et 2 travailleurs sociaux) commençait à travailler dans le quartier avec les habitants et j'ai même eu la chance de travailler avec eux pendant un mois.

Qu'as-tu appris au cours de ces 4 mois ?

Beaucoup, beaucoup de choses ! D'abord, c'était la première fois que je vivais une expérience concrète dans un bidonville. Elle m'a permis de comprendre comment on pouvait améliorer les conditions de vie avec des réponses humaines, techniques et socio-économiques, les trois étant indissociables. Elle m'a aussi permis de comprendre toutes les problématiques liées au développement : jusqu'où aider sans faire à la place, les questions d'autonomie financière... Et puis mes anciennes questions ont donné naissance à de nouvelles questions...

J'ai appris également comment fonctionne une association, à quoi elle sert et comment elle s'organise pour que ça marche.

J'ai beaucoup apprécié de travailler à la fois avec des habitants, des politiques et des professionnels. Voir comment chacun voyait les choses. Comment ils en parlaient. Quelles étaient leurs intentions et comment elles évoluaient. Et à quel point le rôle de l'association était essentiel pour corrélérer l'ensemble.

Qu'elles sont tes impressions sur toi et le projet ?

Je suis très heureuse d'être partie et d'avoir participé à ce projet. Ça m'a conforté dans l'idée de travailler sur les questions de logement et d'exclusion urbaine mais pas forcément dans un pays en voie de développement.

Le programme d'échanges et partenariats était une chance, une opportunité qui permet vraiment de s'enrichir et d'approfondir ses intérêts, de concrétiser des projets professionnels...

Je n'ai pas vraiment de déceptions... sauf celle d'avoir du rentrer si tôt.

J'ai trouvé ma place dans un projet qui me paraissait flou au départ et j'ai réussi à le faire avancer dans ma mesure.

J'ai également découvert deux cultures (espagnole et marocaine), pratiqué mon espagnol et appris un chouia d'arabe.

La participation, un regard critique ?

8 novembre 2006 par Ophélie



Une particularité du projet mené par ACS sur le bidonville de Jnane Aztout est la manière dont les habitants y participent. Il se distingue des autres interventions sur bidonville au Maroc à ce niveau, bien que beaucoup se réclament porteurs du même concept de « participation ». Les sens donnés à ce mot sont très variables. Le

fondement commun est que les acteurs politiques et techniques ne sont plus seuls à intervenir pour le projet, les destinataires directement concernés « participent ». Ils sont, à un moment donné, intégrés au projet.

A partir de l'expérience que j'ai eue dans plusieurs projets urbains, j'ai essayé d'extraire quelques éléments pour une critique de la participation, en espérant pouvoir la compléter très prochainement :

A quel temps du projet les habitants interviennent-ils ? Les impliquer dès le début du projet ou pendant sa réalisation n'ont pas du tout les mêmes impacts. Et c'est encore complètement différent si le projet naît de leur initiative.

Par quels moyens interviennent-ils ? Cela peut se faire sous forme de réunions d'information, d'entretiens informels, de questionnaires, d'ateliers, etc.

Où se situent-ils par rapport aux prises de décision ?

Interviennent-ils tous ? Tous les habitants sont-ils vraiment impliqués activement dans le projet ? Parfois, une association de quartier est considérée comme représentative de l'ensemble de la communauté. Ils peuvent aussi être considérés au cas par cas.

Quel est l'investissement des habitants, leur autonomie ? Sont-ils entrepreneurs ou attentistes ?

Connaître les objectifs du projet permet souvent de comprendre comment est menée une démarche participative. Si le projet vise le développement d'une population sur le long terme et son autonomie, la démarche participative sera fondamentale. L'idéal serait que les habitants s'approprient le projet et le portent au maximum par eux-mêmes.

Dans le projet de restructuration du bidonville de Jnane Aztout, les espagnols d'ACS ont travaillé dès le commencement avec les habitants, il y a un peu plus d'un an. Ce n'est que par la suite que les institutions et les organismes liés au gouvernement ont été impliqués. C'est une force de cette intervention dans la mesure où le projet se construit à partir de la connaissance du contexte social et avec le soutien de la population. Par contre, une difficulté est aujourd'hui de rentrer dans le cadre institutionnel tout en conservant l'intérêt des habitants au cœur du projet. Les espoirs de ceux-ci sont aujourd'hui éveillés et ils attendent maintenant une amélioration de leurs conditions de vie.

Restructuration et participation à Jnane Aztout

20 octobre 2006 par Ophélie

Le document qui suit est une brochure informative, destinée aux professionnels (institutions, associations, ONG...) que nous sommes amenés à rencontrer. L'objectif est de diffuser au maximum le projet qu'ACS développe à Larache.

Larache au Maroc



Ancien protectorat espagnol, Larache développe des activités portuaires liées à la pêche et au commerce et possède parallèlement un important potentiel touristique. A la "porte de l'Afrique", elle est également un point de départ de migrants vers l'Europe.

Quelques données sur le quartier...



Le quartier a été occulté dans les années 90 par la construction d'un mur. Actuellement le quartier est concerné par le plan national « Ville Sans Bidonville ».

Caractéristiques historiques du quartier :

Les premières baraques furent construites il y a plus de 80 ans. En 1985, un plan de relogement sur le bidonville dirigé par la Municipalité a échoué.

Caractéristiques spatiales et urbaines :

Superficie : 1,5 hectares
Proximité immédiate de la Médina
Réseau d'eau informel par 2 bornes fontaines situées dans le quartier
Branchement informel sur le réseau électrique de la ville

Population :

Environ 400 habitants soit 80 familles
Activités professionnelles : liées à la pêche, maçons, ...
Enfants scolarisés
Conditions économiques et sociales hétérogènes
Organisation d'une association de quartier

L'origine du projet

En février/juillet 2005, deux universités de Séville organisent des voyages d'études portant sur la Médina et un bidonville de Larache. Grâce à un partenariat avec des associations et des architectes locaux s'établit le premier contact avec les habitants du quartier de Jnane Aztout. Plusieurs rencontres ont permis de réaliser un premier état des lieux du quartier et de faire émerger les besoins et attentes des habitants. De là est né le projet.

Construction participative du diagnostic

En février/avril 2006 est réalisé le diagnostic social, économique et urbain. Lors de cette phase sont intervenus les habitants, des étudiants en architecture et en sciences du territoire, des institutions locales et des enseignants, marocains, espagnols et latino-américains. La construction collective de ce diagnostic s'est faite sous forme d'ateliers techniques (places et rues, trame urbaine, ...) et interculturels (musique, vidéo, photo, danse et cuisine) dans le quartier. Ils ont été complétés par un recensement et un relevé de chaque foyer. L'objectif était l'appropriation par les

habitants de leur espace de vie et la reconnaissance de leur identité. Il a résulté de ce travail la signature d'accords entre la Widadiyat, ACS, les universités sévillanes, le Ministère de l'Habitat et Al'Omrane. Cela a permis d'établir une coopération entre les différents acteurs pour la réalisation du projet de restructuration du quartier dans le cadre du plan « Villes sans bidonville ».

Etat actuel du projet - octobre 2006

Bureau de quartier : En janvier 2007 est prévue la mise en place d'un bureau de quartier. Il coordonnera l'intervention de chacun des acteurs du projet. Il sera composé d'une équipe permanente d'architectes et d'animateurs sociaux (espagnols et marocains).

Régularisation du foncier :

Deux parcelles appartiennent au Habous (autorité religieuse) et sont en cours d'enregistrement sur le cadastre.

La majeure partie appartient à un propriétaire inconnu. Les voies possibles de régularisation, menées parallèlement, sont :

Apport de preuves par les habitants de l'occupation de plus de 10 ans.

L'expropriation par une institution du propriétaire inconnu.

Prise de contact avec la municipalité : En octobre 2006, le projet a été présenté pour la première fois à la municipalité. Celle-ci avait déjà envisagé l'urbanisation basique du quartier indépendamment du projet porté par ACS.

Un grand théâtre !

16 novembre 2006 par Ophélie

Dans des projets comme celui de la restructuration du bidonville de Jnane Aztout, le nombre d'acteur concerné directement ou indirectement est considérable.

D'une part, il y a les habitants, que l'on ne peut se permettre de considérer comme un groupe homogène. Chacun a une situation particulière et porte envers le projet sa propre demande. Dans le cas de Jnane Aztout, une association de quartier s'est constituée pour participer activement au projet. Mais la question se pose de savoir si elle est vraiment représentative de tous les habitants, des femmes, des plus démunis, des travailleurs, etc. Jusqu'à quand peut-elle intervenir dans la prise de décision pour le projet ?

D'autre part, il y a les institutions. Au Maroc, avec les processus de décentralisation et de déconcentration, le schéma politique est complexe. Le projet rentrant dans le cadre d'un plan national de lutte contre l'habitat insalubre, les acteurs politiques impliqués vont du Ministère jusqu'au chef de quartier, en passant par la Région, la Province, la Commune Urbaine, ...

Puis interviennent tous les opérateurs internationaux, nationaux, locaux, urbain, sociaux, associatifs et les experts spécialisés. Sans oublier les bailleurs de fonds... Dans notre cas, l'ONG impliquée est espagnole et fait appel à la Région d'Andalousie pour soutenir une partie du projet financièrement.

Actuellement, le projet en est à ses débuts. Tout doit s'organiser pour permettre d'assurer la réalisation. Un travail important de coordination est nécessaire dès à présent et nous apparaît comme une épreuve.

Tous ces acteurs partagent un objectif commun : « Restructurer le quartier ». Mais bien que cela soit clair, chacun l'interprète à sa manière. Par exemple, agir pour l'intérêt des habitants n'a pas le même degré de priorité pour tous. Chacun y voit son

Echanges et partenariats : www.echanges-partenariats.org

propre intérêt et ses objectifs spécifiques. Chacun a sa propre logique. De là peuvent naître des conflits d'intérêt ou des malentendus qui pourraient par la suite faire obstacle au projet. Et, la plupart d'entre eux ont déjà établi des relations... bonnes ou mauvaises, divergences politiques, méfiances, amitiés,... A la vue de ce contexte « théâtral » complexe, il va falloir proposer un scénario d'intervention qui va faire consensus. C'est pour cela qu'aujourd'hui, au sein d'ACS, nous travaillons sur le jeu des acteurs. Nous essayons de comprendre l'implication de chacun, les relations existantes et prévues, les contraintes qui pèsent sur eux, leurs motivations, ... De là, un cadre organisationnel pourra être construit.

Rencontre avec l'opérateur technique du projet

12 décembre 2006 par Ophélie

Afin de préparer l'intervention d'ACS pour le projet de restructuration du bidonville de Jnane Aztout, nous nous sommes rendu cette semaine à Larache pour rencontrer différents acteurs avec lesquels nous allons travailler. Il s'agissait de discuter avec chacun des manières de travailler ensemble, de leur expliquer notre vision du projet (cf. l'article : *présentation du projet*) et de comprendre leurs intentions. Ainsi, nous avons rencontré un professionnel chargé de la partie technique du projet : **l'opérateur technique**. Ce n'est pas dans ses habitudes d'intégrer dans ses interventions sur bidonville un travail social... Voici quelques impressions que nous a données cet entretien :

Sa vision de l'accompagnement social...

Pendant la réunion, il a reçu un appel qui nous a donné l'opportunité de connaître le type d'intervention qu'il menait. Il a reçu l'ordre de déloger 1000 familles de leurs habitations actuelles et de les transférer sur un autre site, en une semaine. A notre stupéfaction s'opposait son apparente indifférence. Au Maroc, le relogement (destruction de l'existant et construction de logements neufs sur site ou autre part) est l'intervention la plus couramment utilisée pour lutter contre le problème des bidonvilles. Notre interlocuteur, en particulier, solutionne ce type de problème en privilégiant la production d'habitat de manière pragmatique, fonctionnelle et quantitative. Ses critères d'efficacité sont avant tout économiques et temporels. Ainsi, il a expliqué qu'à choisir entre le déplacement de 300 familles par jour ou celui de seulement 30 accompagnées socialement et économiquement, il optait d'emblée pour la première proposition. La seconde, plus graduelle, lui semble coûter trop en temps et en argent.

Il est assez septique face à l'accompagnement social des populations, entre autre face à ceux qu'a réalisés l'ONG ENDA Maghreb sur d'autres sites marocains. La création de coopératives ou l'alphabétisation des femmes qu'ENDA avait permis lui semble

admirable, mais il considère cet accompagnement excessif et non indispensable. Il ne semblait pas établir un lien direct entre l'élimination du phénomène des bidonvilles et l'impulsion du développement économique de ses habitants. Cependant, il n'a pas critiqué notre volonté de suivre socialement les familles et a écouté nos arguments. Nous n'avons pas perçu son attitude comme compréhensive envers « une œuvre de bienfaisance » ou comme une stratégie pour profiter de notre apport d'argent... il était curieux et intéressé pour travailler avec nous. Son intérêt est peut-être du aussi en partie au fait que le travail qu'effectuera le bureau de quartier qu'ACS veut mettre en place (centraliser l'information, faire les recensements, les diagnostics, les plans, les études techniques, etc.) le déchargera aussi d'une quantité importante de travail.

A un autre moment, il a évoqué ses relations avec la mairie. Il exige toujours qu'elle prennent ses responsabilités en cas de conflits avec les habitants sur ce qui concerne la régularisation du foncier ou les interventions de son entreprise exécutant leurs ordres. Il a parfois stoppé les travaux pour ne pas assumer des fautes qui n'étaient pas les siennes et éviter que les accusations des habitants. C'est aussi à ce niveau que l'on pense que notre présence l'intéresse. En tant qu'intermédiaire favorisant les consensus et limitant ainsi les risques de conflits.

Ses commentaires sur le type d'intervention à choisir...

Selon lui, en raison de la pression foncière en centre ville, reloger les bidonvillois en les rendant propriétaires dans cette zone, n'est pas une solution. Ils ne pourraient pas assumer le coût élevé de la parcelle. D'autre part, développer l'extension périurbaine, c'est-à-dire, leur donner des parcelles pour qu'ils construisent leur maison loin de la ville, n'est pas non plus une solution durable. Nous supposons qu'il ne se référait pas à une durabilité environnementale ou à une consommation raisonnée d'une ressource limitée comme le sol, mais plutôt à la durabilité économique et à ne pas devoir avoir à amener des infrastructures et des équipements à perpétue (ce qui peut revenir cher).

La solution, pour lui, serait la croissance verticale, en bâtiments de quatre étages. Mais, dans la composition du sol du quartier de Jnane Aztout ne le permet pas. Il voit la restructuration comme la consolidation du quartier (selon la trame urbaine) et la restructuration des habitations, en les détruisant quand cela est nécessaire... mais doute pour nous, à partir de quoi juge-t-il que c'est nécessaire de raser ? A la vue d'une photo d'une maison du quartier (en ciment et dont l'état est un des meilleurs du quartier), il nous a expliqué que lui, la détruirait. Cela nous parut un peu brutal et traumatisant pour les familles. Mais il nous a fait remarqué que cela va souvent dans le sens de ce que souhaitent les habitants. Leur maison, son plan, sa surface et ses matériaux ne sont pas nés d'un choix. Elles ont été construites sous la contrainte de ce qui était possible. Dans la plupart des cas, ils sont loin de refuser une nouvelle maison et ne s'opposent pas à la destruction de leur ancienne baraque. Cette méthode est plus radicale et « efficace » que celle que nous prévoyons, phase par phase, et qui permettrait aux familles de faire face aux coûts des travaux petit à petit.

Au final, pour lui et pour nous le résultat pourrait être le même, mais les méthodes sont diamétralement opposées. C'est pourquoi, il va falloir faire en sorte que les délais et les rythmes du projet qu'ACS souhaite voir se réaliser correspondent à la logique de notre opérateur technique.

Notes du panel sur l'action sociale

15 janvier 2007 par Ophélie

Le 9 et 10 janvier 07 a eu lieu à Rabat une rencontre autour du thème de **l'action sociale dans les projets de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI)** au Maroc. Durant ces deux jours des responsables d'opérations de résorption de bidonvilles, des experts et des professionnels de terrain se sont rassemblés pour discuter de leurs expériences et de nouvelles perspectives. Ce panel était organisé entre autre par le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme. Il visait plusieurs objectifs : « - permettre aux professionnels intervenant dans l'accompagnement social des projets de RHI de se rencontrer et amorcer une dynamique d'échange et de travail en commun. - débattre des expériences en cours en matière d'accompagnement social des projets de RHI et des moyens adéquats pour leur réplique et leur généralisation. - discuter les possibilités d'amélioration des interventions en identifiant les difficultés et en débattant des moyens à même de mieux les neutraliser ou en limiter l'impact. - introduire le « Guide pour l'action sociale dans les projets de RHI » élaboré par l'ADS (Agence de Développement Social) comme référentiel commun aux intervenants dans l'accompagnement social des projets du plan national Ville Sans Bidonvilles. » (extrait du *livret de présentation* du panel)

Trois axes principaux de réflexion avaient été fixés : la définition des missions de l'approche sociale dans les projets de RHI, le partenariat entre les acteurs et la formation à l'action sociale.

De cela, plusieurs remarques et recommandations sont ressorties.

Les **collectivités locales** dans ces projets détiennent un rôle primordial qui jusqu'à maintenant a souvent été négligé. Les intégrer aux projets de RHI permet de prôner une politique à l'échelle de la ville. Passer du concept de projet à une approche plus territoriale et à une politique globale participe à la durabilité du projet.

Le besoin de **systematiser** les choses communes à l'ensemble de ces actions sociales s'est révélé. De passer des projets à des programmes et des programmes à des politiques. Il a été envisagé de **créer un référentiel commun** entre les acteurs techniques et sociaux, d'institutionnaliser les pratiques en les traduisant en règles, statuts et institutions. Cela rejoint le problème de la coordination des acteurs. Une citation de Serge Allou (directeur du GRET) illustrant cette idée : « Tous les ingrédients sont là, mais on n'arrive pas à faire le gâteau qui est plus que la somme. Deux éléments sont essentiels pour cela : la reconnaissance et la négociation ».

La formation est un enjeu stratégique dans la lutte contre l'habitat insalubre. D'un côté, la question se pose sur les compétences liées au social des professionnels membres des équipes d'accompagnement social. Au Maroc, il n'existe pas de formations initiales qualifiantes pour les métiers du travail social. Ce sont, chacun de leur côté, les opérateurs sociaux qui ont formé leur personnel. Les ressources humaines disponibles sont donc très limitées aujourd'hui, d'autant plus que le statut juridique et institutionnel d'animateur social n'est pas reconnu. D'un autre côté, la question de la formation se pose aussi vis-à-vis des élus et des techniciens locaux. S'agirait-il de les former ou de les informer ? Le « Guide pour l'action sociale dans les projets de RHI » est un outil méthodologique de connaissance et d'apprentissage. Il vise à construire progressivement un référentiel commun en diffusant du vocabulaire et des définitions, des objectifs poursuivis, des manières de faire actuellement en usage chez les acteurs sur le terrain. Cependant, il ne remplace pas la formation de professionnels spécialisés.